

N° 2987

# ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

ONZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 18 avril 2001.

## PROPOSITION DE LOI

REJETEE PAR LE SENAT

EN NOUVELLE LECTURE

*relative à l'égalité professionnelle entre les femmes  
et les hommes.*

TRANSMISE PAR

M. LE PRESIDENT DU SENAT

A

M. LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

(Renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.)

---

Voir les numéros :

*Assemblée nationale* : 1re lecture : **2132, 2220, 2225** et T.A. **469**.

2e lecture : **2604, 2698, 2744** et T.A. **577**.

Commission mixte paritaire : **2866**.

Nouvelle lecture : **2838, 2875, 2882** et T.A. **631**.

*Sénat* : 1re lecture : **258, 475** (1999-2000), **1** et T.A. **1** (2000-2001).

2e lecture : **111, 139** et T.A. **48** (2000-2001).

Nouvelle lecture : **208, 251** et T.A. **74**(2000-2001).

**Femmes.**

SENAT

Paris, le 17 avril 2001

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Sénat a rejeté, en nouvelle lecture, dans sa séance du 17 avril 2001, la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture le 30 janvier 2001, relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Signé : CHRISTIAN PONCELET

Monsieur RAYMOND FORNI  
Président de l'Assemblée nationale  
Palais-Bourbon  
PARIS

*Le Sénat a rejeté, en nouvelle lecture, la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, en nouvelle lecture, dont la teneur suit :*

## TITRE Ier

### **DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DU TRAVAIL**

#### CHAPITRE Ier

#### **De la négociation collective sur l'égalité professionnelle**

##### **Article 1er**

Dans la deuxième phrase du premier alinéa de l'article L. 432-3-1 du code du travail, les mots : " une analyse chiffrées " sont remplacés par les mots : " une analyse sur la base d'indicateurs pertinents, reposant notamment sur des éléments chiffrés, définis par décret et éventuellement complétés par des indicateurs qui tiennent compte de la situation particulière de l'entreprise, ".

.....

##### **Article 3**

L'article L. 132-27 du code du travail est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

“ Dans les entreprises visées au premier alinéa, l'employeur est également tenu d'engager chaque année une négociation sur les objectifs en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans l'entreprise, ainsi que sur les mesures permettant de les atteindre, à partir des éléments figurant dans le rapport de situation comparée prévu par l'article L. 432-3-1 et complété éventuellement par des indicateurs qui tiennent compte de la situation particulière de l'entreprise. A défaut d'une initiative de ce dernier depuis plus de douze mois suivant la précédente négociation, la négociation s'engage obligatoirement à la demande d'une organisation syndicale représentative dans le délai fixé à l'article L. 132-28 ; la demande de négociation formulée par l'organisation syndicale est transmise dans les huit jours par l'employeur aux autres organisations représentatives. Lorsqu'un accord collectif comportant de tels objectifs et mesures est signé dans l'entreprise, la périodicité de la négociation est portée à trois ans.

“ Les mesures permettant d'atteindre les objectifs visés à l'alinéa précédent peuvent être également déterminées dans le cadre des négociations visées au premier alinéa du présent article. ”

##### **Article 4**

Le début de la première phrase de l'article L. 153-2 du code du travail est ainsi rédigé :

“ L’employeur qui se soustrait aux obligations prévues à l’article L. 132-27, à celle prévue à l’article L. 132-28... (*le reste sans changement*). ”

### **Article 5**

Après l’article L. 132-27 du code du travail, il est inséré un article L. 132-27-1 ainsi rédigé :

“ *Art. L. 132-27-1.* – Les négociations prévues à l’article L. 132-27 prennent en compte l’objectif d’égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. ”

### **Article 6**

I. – *Non modifié* .....

II. – L’article L. 132-12 du même code est complété par quatre alinéas ainsi rédigés :

“ Les organisations visées au premier alinéa se réunissent pour négocier tous les trois ans sur les mesures tendant à assurer l’égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et sur les mesures de rattrapage tendant à remédier aux inégalités constatées. La négociation porte notamment sur les points suivants :

“ – les conditions d’accès à l’emploi, à la formation et à la promotion professionnelle ;

“ – les conditions de travail et d’emploi.

“ La négociation sur l’égalité professionnelle se déroule sur la base d’un rapport présentant la situation comparée des hommes et des femmes dans ces domaines, et sur la base d’indicateurs pertinents, reposant notamment sur des éléments chiffrés, pour chaque secteur d’activité. ”

.....

## CHAPITRE II

### **De la représentation des hommes et des femmes dans les élections professionnelles**

.....

#### **Articles 8 *ter* et 8 *quater***

..... Supprimés.....

#### **Article 8 *quinquies***

Pour le prochain renouvellement des conseils de prud’hommes, les organisations

présentant des listes de candidats devront faire en sorte de présenter une proportion de femmes et d'hommes réduisant d'un tiers, par rapport au précédent scrutin, l'écart entre la représentation du sexe sous-représenté au sein des listes et sa part dans le corps électoral selon des modalités propres à favoriser la progression du pourcentage de femmes élues. Le Gouvernement présentera un rapport d'évaluation au Parlement, dans un délai d'un an à compter de la date du prochain renouvellement des conseils de prud'hommes et après consultation du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle et du Conseil supérieur de la prud'homie, sur la mise en œuvre de cet objectif et sur les moyens permettant d'atteindre lors des scrutins ultérieurs une représentation équilibrée des femmes et des hommes sur les listes, compte tenu de leur place dans le corps électoral.

#### **Article 8 *sexies* A**

Après le septième alinéa de l'article L. 433-2 du code du travail, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

“ A l'occasion de l'élaboration du protocole d'accord préélectoral visé ci-dessus, les organisations syndicales intéressées examinent les voies et moyens en vue d'atteindre une représentation équilibrée des femmes et des hommes sur les listes de candidatures. ”

#### **Article 8 *sexies***

..... Supprimé.....

#### **Article 8 *septies* A**

L'article L. 434-7 du code du travail est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“ Dans les entreprises employant au moins deux cents salariés, le comité d'entreprise constitue une commission de l'égalité professionnelle qui est notamment chargée de préparer les délibérations du comité d'entreprise prévues à l'article L. 432-3-1. ”

#### **Article 8 *septies* B (nouveau)**

Après le troisième alinéa de l'article L. 423-3 du code du travail, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

“ A l'occasion de l'élaboration du protocole d'accord préélectoral visé ci-dessus, les organisations syndicales intéressées examinent les voies et moyens en vue d'atteindre une représentation équilibrée des femmes et des hommes sur les listes de candidatures. ”

#### **Article 8 *septies***

..... Supprimé.....

#### **Article 8 *octies***

Le Gouvernement transmettra au Parlement au plus tard le 31 décembre 2003 un rapport faisant le point sur la part respective des hommes et des femmes au sein de l'électorat, parmi les candidats et parmi les élus aux élections aux comités d'entreprise, et des délégués du personnel.

Ce rapport dressera notamment un bilan du caractère équilibré ou non de la représentation de chaque sexe, des tendances observées, des initiatives prises par les organisations représentatives des salariés et des employeurs et proposera le cas échéant des mesures, y compris de nature législative ou réglementaire, en vue d'un rattrapage des inégalités constatées.

### CHAPITRE III

#### De l'encadrement du travail de nuit

##### Article 8 *nonies*

I. – *Non modifié* .....

II. – L'article L. 213-1 du même code est ainsi rédigé :

“ *Art. L. 213-1.* – Le recours au travail de nuit doit être exceptionnel. Il doit prendre en compte les impératifs de protection de la sécurité et de la santé des travailleurs et doit être justifié par la nécessité d'assurer la continuité de l'activité économique ou des services d'utilité sociale.

“ La mise en place dans une entreprise ou un établissement du travail de nuit au sens de l'article L. 213-2 ou son extension à de nouvelles catégories de salariés sont subordonnées à la conclusion préalable d'une convention ou d'un accord collectif de branche étendu ou d'un accord d'entreprise ou d'établissement.

“ Cet accord collectif doit comporter les justifications du recours au travail de nuit visées au premier alinéa. Compte tenu du caractère dérogatoire du travail de nuit, l'accord collectif ne doit pas avoir fait l'objet d'une opposition en application de l'article L. 132-26. ”

III. – Après l'article L. 213-1 du même code, il est inséré un article L. 213-1-1 ainsi rédigé :

“ *Art. L. 213-1-1.* – Tout travail entre 21 heures et 6 heures est considéré comme travail de nuit.

“ Une autre période de neuf heures consécutives, comprise entre 21 heures et 7 heures mais comprenant, en tout état de cause, l'intervalle compris entre 24 heures et 5 heures, peut être substituée à la période mentionnée au premier alinéa par une convention ou un accord collectif étendu ou un accord d'entreprise ou d'établissement. A défaut d'accord et lorsque les caractéristiques particulières de l'activité de l'entreprise le justifient, cette substitution peut être autorisée par l'inspecteur du travail après consultation des délégués syndicaux et avis du comité d'entreprise ou des délégués du personnel s'ils existent. ”

IV. – *Non modifié* .....

V. – L'article L. 213-3 du même code est ainsi rédigé :

“ *Art. L. 213-3.* – La durée quotidienne du travail effectué par un travailleur de nuit ne peut excéder huit heures.

“ Il peut être dérogé aux dispositions de l'alinéa précédent par convention ou accord collectif de branche étendu, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, ou lorsqu'il est fait application des dispositions de l'article L. 221-5-1. Il peut également être dérogé aux dispositions du même alinéa en cas de circonstances exceptionnelles, sur autorisation de l'inspecteur du travail donnée après consultation des délégués syndicaux et après avis du comité d'entreprise ou des délégués du personnel, s'ils existent, selon des modalités fixées par le décret mentionné au présent alinéa.

“ La durée hebdomadaire de travail des travailleurs de nuit, calculée sur une période quelconque de douze semaines consécutives, ne peut dépasser quarante heures. Une convention ou un accord de branche étendu peut porter cette limite à quarante-quatre heures lorsque les caractéristiques propres à l'activité d'un secteur le justifient. A défaut de convention ou d'accord de branche étendu, un décret peut fixer la liste des secteurs pour lesquels cette durée est fixée entre quarante et quarante-quatre heures. ”

VI. – L'article L. 213-4 du même code est ainsi rédigé :

“ *Art. L. 213-4.* – Les travailleurs de nuit bénéficient de contreparties au titre des périodes de nuit pendant lesquelles ils sont occupés sous forme de repos compensateur et, le cas échéant, sous forme de compensation salariale.

“ L'accord collectif visé à l'article L. 213-1 doit prévoir une contrepartie sous forme de repos compensateur et, le cas échéant, sous forme de compensation salariale. L'accord collectif prévoit, en outre, des mesures destinées à améliorer les conditions de travail des travailleurs, à faciliter l'articulation de leur activité nocturne avec l'exercice de responsabilités familiales et sociales, notamment en ce qui concerne les moyens de transport, et à assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, notamment par l'accès à la formation. L'accord collectif prévoit également l'organisation des temps de pause.

“ Par dérogation à l'article L. 213-1, à défaut de convention ou d'accord collectif et à condition que l'employeur ait engagé sérieusement et loyalement des négociations tendant à la conclusion d'un tel accord, les travailleurs peuvent être affectés à des postes de nuit après autorisation de l'inspecteur du travail accordée notamment après vérification des contreparties qui leur seront accordées au titre de l'obligation définie au premier alinéa ci-dessus, de l'existence de temps de pause et selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat.

“ L'engagement de négociations loyales et sérieuses visé ci-dessus implique le respect par l'employeur des obligations prévues au présent alinéa. Il doit avoir convoqué à la négociation les organisations syndicales représentatives dans l'entreprise et fixé le lieu et le calendrier des réunions. Il doit également leur avoir communiqué les informations nécessaires pour leur permettre de négocier en toute connaissance de cause et avoir répondu aux éventuelles propositions des organisations syndicales. ”

VII à XII *bis* et XIII. – *Non modifiés* .....

XIV.– Pour les entreprises dans lesquelles les travailleurs de nuit ne bénéficient pas d’ores et déjà d’une contrepartie sous forme de repos compensateur telle que prévue au premier alinéa de l’article L. 213-4 du code du travail, l’employeur dispose d’un délai d’un an à compter de la date d’entrée en vigueur de la présente loi pour accorder cette contrepartie soit par application d’une convention ou d’un accord collectif étendu, ou d’un accord d’entreprise ou d’établissement, soit, en l’absence de convention ou d’accord, après consultation des délégués syndicaux et avis du comité d’entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel.

.....

## TITRE II

### **DISPOSITIONS RELATIVES A LA FONCTION PUBLIQUE**

.....

#### **Article 14 bis**

Après l’article 6 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée, il est inséré un article 6 *quater* ainsi rédigé :

“ *Art. 6 quater.* – Le Gouvernement dépose tous les deux ans sur les bureaux des assemblées parlementaires un rapport sur la situation comparée dans la fonction publique des conditions générales d’emploi et de formation des femmes et des hommes visés à l’article 2 du présent titre. Ce rapport est établi après avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l’Etat pour la fonction publique de l’Etat, du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale pour la fonction publique territoriale et du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière pour la fonction publique hospitalière. Il comporte une analyse sur la base d’indicateurs pertinents, définis par décret, reposant notamment sur des éléments chiffrés, permettant d’apprécier la situation respective des femmes et des hommes en matière de recrutement, de formation, d’avancement, de conditions de travail et de rémunération effective. Il dresse notamment le bilan des mesures prises pour garantir, à tous les niveaux de la hiérarchie, le respect du principe d’égalité des sexes dans la fonction publique, présente les objectifs prévus pour les années à venir et les actions qui seront menées à ce titre. Le Gouvernement révisera, au vu des conclusions de ce rapport, les dispositions dérogatoires évoquées à l’article 6 *bis*. ”

.....

#### **Article 17**

Après l’article 20 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée, il est inséré un article 20 *bis* ainsi rédigé :

“ *Art. 20 bis.* – Les jurys dont les membres sont désignés par l’administration sont composés de façon à concourir à une représentation équilibrée entre les femmes et les hommes.

“ Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article et notamment la proportion des membres des jurys appartenant à chacun des sexes. ”

.....

### **Article 18**

Après l'article 58 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée, il est inséré un article 58 *bis* ainsi rédigé :

“ *Art. 58 bis.* – Les jurys et les comités de sélection constitués pour la promotion dans un grade, dont les membres sont désignés par l'administration, sont composés de façon à concourir à une représentation équilibrée entre les femmes et les hommes.

“ Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article et notamment la proportion des membres des jurys et comités de sélection appartenant à chacun des sexes. ”

.....

### **Article 19**

L'article 42 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“ Les jurys sont composés de façon à concourir à une représentation équilibrée entre les femmes et les hommes. ”

.....

### **Article 21**

Après l'article 30 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée, il est inséré un article 30-1 ainsi rédigé :

“ *Art. 30-1.* – Les jurys dont les membres sont désignés par l'autorité organisatrice de concours compétente sont composés de façon à concourir à une représentation équilibrée entre les femmes et les hommes. ”

### **Article 22**

L'article 35 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“ Les jurys dont les membres sont désignés par l'autorité organisatrice des examens professionnels compétente sont composés de façon à concourir à une représentation équilibrée entre les femmes et les hommes. ”

### TITRE III

#### DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

---

*Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 janvier 2001.*

*Le Président,*

*Signé : RAYMOND FORNI.*

2987 - Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes  
(commission des affaires culturelles)